

Achamel.info

تصحيح الدورة الإستدراكية 2011

Dossier 1 : Marchés et conjoncture économique nationale

1.

Documents	Objet	Offreurs	Demandeurs
Document 1	Marché de biens et services (Marché du mobile au Maroc)	- Maroc Telecom - Méditel - Wana corporate	Des millions de demandeurs au Maroc.
Document 2	Marché monétaire	-BAM : avances - les banques (échange d'excédents) Rque : Le marché est sous-liquide (offre insuffisante)	Les banques commerciales qui ont un besoin de liquidité à court terme.
Document 4	Marché du travail	La population active (notamment les diplômés chômeurs)	Les sociétés ; l'état (ANAPC) et les entreprises individuelles.

2-a- le marché du mobile au Maroc est partagé entre trois opérateurs : Maroc Télécom qui s'accapare la part du marché la plus importante (53%) , suivi par Méditelecom avec une part de 34 % et enfin , Wana , opérateur ayant nouvellement intégré le marché et qui a pu s'arracher 13 % du marché .

b- Le marché de la téléphonie mobile au Maroc est un oligopole n En effet, il y a trois opérateurs concurrents connus qui se partagent le marché, face à une multitude de demandeurs (les abonnés) .

3- a- Deux causes de sous-liquidité :

- Déficit chronique et croissant de la balance commerciale ;
- Baisse du volume des investissements directs étrangers.

b- La cession de 40% du capital de Méditel à un opérateur étranger (France télécom) permettra une entrée importante de devises, qui se traduira par une création monétaire .

c- Les instruments de la politique monétaire utilisés sont :

- Le taux directeur maintenu à 3,25 %
- Les avances de BAM.

d- Les avances de BAM servent surtout à porter secours aux banques dans un marché sous -liquide.

4- a- le dysfonctionnement sur le marché du travail est le chômage.

b- D'après le document, la cause de ce dysfonctionnement est l'inadéquation entre les compétences et les profils existants (offre du travail) et ceux demandés par les entreprises.

Dossier 2 : Croissance et développement

5-a- l'auteur préconise une politique budgétaire de relance et il est donc contre toute restriction de dépenses budgétaires qui aura des effets négatifs sur la croissance économique.

b-

	Economiques (2 éléments de réponse)	Sociales (2 éléments de réponse)
Orientations Préconisées par Mr El Malki	- Soutien du secteur privé (conjoncturelle) ; - Mise à niveau du secteur privé (structurelle) ; - La poursuite de l'investissement public.	-Maintien du pouvoir d'achat - Création d'emplois

6-a-

Dépenses du BGE	Structure en %
Dépenses de fonctionnement	62,7
Dépenses de la dette	15,1
Dépenses d'investissement	22,2
Total	100

b- les dépenses de fonctionnement s'accaparent la part la plus importante du BGE (62,7%) . par ailleurs, les dépenses d'investissement et de la dette représentent respectivement 22,2% et 15,1 %, les dépenses de fonctionnement et de la dette laissent une mince part à l'investissement , sachant bien que c'est ce dernier qui a des effets plus stimulants sur la croissance .

7- a - Espérance de vie à la naissance ; - PIB / habitant ;
- Taux d'alphabétisation des adultes et niveau de scolarisation.

b- les raisons du bas classement du Maroc sont :

- Mauvaise performance de l'indicateur de l'éducatif et de l'enseignement ;
- Disparités sociales et régionales flagrantes.

c- Le rôle de la compensation :

c1- Au Mexique : l'état mexicain accorde des subvention conditionnées, qui permettent d'atteindre un double objectif (pour améliorer l'IDH) :

- Aider la population la plus démunie (25 millions de bénéficiaires au lieu de la population entière) et partant réduire le niveau de pauvreté.
- Elever le niveau de scolarisation des enfants et réduire le niveau d'analphabétisme.

c2- Au Maroc : l'objectif de la compensation est de soutenir le pouvoir d'achat des plus démunis , mais sans ciblage de cette population , ce qui fait que les subventions accordées profitent aussi bien aux riches qu' aux pauvres, aussi bien aux ménages qu' aux entreprises , ce qui pénalise le budget de l'état sans pour autant atteindre son objectif de soulager la pauvreté .

8-

a- PIB (2009) = consommation finale + FBCF + S + (Exportations – Importations de biens et services)
 $= 551,7 + 226,1 + 38,8 + (2010,4 - 290,7) = 736,3$ milliards de dh.

b- $\bar{x} = 10 / 4 = 2,5$ $\bar{y} = 886,2 / 4 = 221,55$

$$a = (\sum x_i y_i - N \bar{x} \bar{y}) / (\sum x_i^2 - N \bar{x}^2)$$

$$= (2253,9 - (4 \times 2,5 \times 221,55)) / (30 - (4 \times 6,25)) = 38,4 / 5 = 7,68$$

$$b = \bar{y} - a\bar{x} = 221,55 - (7,68 \times 2,5) = 202,35$$

$$y = 7,68x + 202,35$$

c- L'exportation prévisionnelle pour 2011 :

$$y = (7,68 \times 6) + 202,35 = 248,43 \text{ milliards de dh.}$$

d- Interprétation :

On constate que le déficit extérieur des biens et services du Maroc est chronique, mais dont le montant a baissé en 2009. Ce déficit est inférieur au déficit commercial puisqu'il est tempéré en principe par le solde positif sur les services.

9- le taux d'ouverture est plus important que le taux de couverture, ayant atteint respectivement 69,9 % et 47,8 % en 2008 et il le reste pour les années 2009 et 2010, cette importante ouverture est plus le fait des importations que celui des exportations ce qui se traduit par une baisse tendancielle du taux de couverture.

10- a- 11,86 % ; les exportations marocaines vers l'UE bénéficiant du régime préférentiel ne couvrent que 11,86 % des importations de ce même partenaire en 2009 .
 b- Bien que l'accord de libre - échange signé avec l'union Européenne semble présenter des opportunités pour le Maroc, nos entreprises ne profitent pas de ces accords à cause de leur non- compétitivité et de leur non -mise à niveau. En effet, les résultats ne sont pas positifs car le déficit commercial s'accroît d'une année à l'autre à cause de nos importations qui sont incompressibles et de forte valeur ajoutée, alors que nos exportations portent largement sur des produits de faible valeur ajoutée.

II- synthèse :

Introduction :

Le Maroc table sur la diversification et le renforcement des activités destinées à l'export pour améliorer l'état de ses échanges extérieurs et partant soutenir sa croissance économique.

I. Situation du commerce extérieur marocain :

- Déficit commercial chronique et aussi de la balance des biens et services ;
- taux de couverture faible, les exportations ne couvrent que faiblement les importations ;
- Taux d'ouverture important, du fait des importations pour une large part ;

- Les échanges avec les partenaires commerciaux (surtout l'union européenne) sont défavorables au Maroc même pour les produits qui obéissent au régime préférentiel.
- Etc.

II. Quelques mesures pour améliorer (redresser) la situation :

- S'orienter vers des activités à forte valeur ajoutée ;
- Développer le secteur des phosphates et surtout les activités de transformation ;
- Adopter différentes stratégies sectorielles de développement orientées vers l'export ;
- Diversifier les partenaires commerciaux (notamment les pays d'Afrique)
- Améliorer la qualité des produits marocains etc.

Conclusion :

Ces mesures peuvent améliorer l'état du commerce extérieur marocain et partant relancer la croissance économique.

Mis il est temps de favoriser une dynamique intérieure de croissance que celle dépendant de l'extérieur.